

SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.2.USA sd élections - DY/SIM

Berne, le 23 octobre 1992

Note au Chef du DépartementLA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE
AVEC UNE PRESIDENCE DEMOCRATE

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	USA 810
EE	
R	27. OKT. 92
	Jab 9/9
Kopie an	

La victoire probable de M. Bill Clinton, le 4 novembre 1992, nous engage à examiner ce que pourra être la politique étrangère américaine à partir de l'année prochaine.

A cet égard, une double observation de fond s'impose:

- D'abord, l'histoire passée des Etats-Unis a démontré que l'alternance entre Démocrates et Républicains à la Maison Blanche ne modifie pas nécessairement les engagements internationaux du pays, ceux-ci étant déterminés par les exigences de la situation mondiale plus que par des préférences partisans.
- Or, cette situation a récemment fondamentalement changé et pour la première fois depuis 50 ans, un nouveau président américain n'aura pas à affronter une super-puissance militaire concurrente ni un centre idéologique antagoniste, déterminé à imposer au monde un autre modèle de société.

Les causes d'une défaite:

Il y a un an, un analyste observait que les Républicains avaient perdu leur allié principal: l'URSS. Il est vrai qu'il y a quatre ans, cette puissance n'était déjà plus "l'empire du mal" mais elle existait encore et le candidat Bush pouvait alors démontrer à loisir qu'il était davantage déterminé et qualifié que son adversaire démocrate à maintenir la garde de l'Occident contre Moscou. Cette mission internationale conservait encore une priorité résiduelle et visiter une fabrique de bannières étoilées devant les caméras de télévision aidait à gagner des électeurs.

Il y a quatre ans également, six années consécutives de croissance et d'euphorie conjoncturelle qu'on porta alors hâtivement au crédit des "reaganomics" pou-



vaient encore faire croire que l'économie allait somme toute bien. L'inflation des années septante comme la récession 1980-82 étaient oubliées et on en avait commodément rendu la présidence Carter responsable. On avait par ailleurs appris à tolérer les déficits financiers de la nation car ils n'avaient pas encore développé leurs effets pervers.

Au fond, les Républicains réussissaient à donner l'impression d'être à la fois plus fiables dans la projection d'une Amérique forte à l'extérieur et plus aptes à entretenir la santé de l'économie. Dans le premier domaine, la crise du Golfe a permis à M. Bush de confirmer spectaculairement cette prétention. En revanche, dans le domaine économique, il a raté sa démonstration pour n'avoir pas su mettre un terme à la récession commencée en août 1990; plus grave, il n'a pas réussi à débarrasser le pays de son déficit budgétaire et d'une dette nationale qui dépasse à ce jour 4000 milliards de dollars. Sourd aux mises en garde de certains conseillers et de la grande industrie, il a constamment renvoyé à plus tard des corrections qu'il savait impopulaires. Or, la récession n'a pas disparu d'elle-même comme il l'espérait. Elle occupe d'autant plus le devant de la scène qu'il n'existe plus aujourd'hui de menaces stratégiques mondiales propres à attirer l'attention des électeurs vers d'autres priorités ou d'autres dangers.

Nouvel environnement, nouvelles priorités:

La guerre du Golfe aura été en fin de compte un paravent de courte durée. L'inquiétude des Américains est désormais alimentée par des réalités quotidiennes, notamment parce que les revenus ont cessé de croître, que les coûts de santé et le chômage augmentent ou encore parce que les retraites sont menacées; dans une société vieillissante, ce dernier point est important. Cette dérive obsède les Américains; ils lui attribuent ces autres maux que sont la criminalité, la drogue ou un système d'enseignement déficient, faute de moyens financiers.

Il y a un malaise au sein de la société américaine et le prochain président sera appelé à fonder son programme sur les exigences intérieures d'abord. Désormais, l'Etat sera sans doute davantage sollicité que les forces du marché. A une politique nationale de sécurité pourrait bien succéder une économie nationale de sécurité. Nous disions déjà il y a deux ans que le monde d'hier, qui se définissait d'abord en terme de stratégies et de pouvoirs militaires, avait cédé le devant de la scène aux réalités économiques (seul un pour cent de la population américaine voit aujourd'hui dans la politique étrangère la première priorité du pays). Dès lors on aura la confirmation que chez les alliés d'hier, à commencer par l'Europe, les Etats-Unis vont découvrir les concurrents et peut-être les ad-

versaires de demain. A cet égard, il est imprudent de penser que la fermeté de Washington au sein du GATT n'est inspirée que par des raisons électorales momentanées. 85% des Américains interrogés réclament "a tougher trade policy".

La nouvelle administration pourra céder à l'affirmation d'une politique commerciale internationale sensiblement plus agressive, poussant alors la Communauté et le Japon à s'affirmer à leur tour, chacun de son côté.

Il serait cependant hasardeux d'imaginer que pour Washington la scène internationale sera à l'avenir animée par le primat exclusif des facteurs économiques:

- Les Etats-Unis, qu'on a appelés "the reluctant superpower", devront malgré tout continuer d'assumer un rôle international dans un monde instable et imprévisible. Ils le feront de façon sélective, soit pour défendre un allié privilégié (Israël), soit pour protéger une matière première (Koweït). En revanche, leur engagement ne sera plus automatique ni universel. Aux autres grandes puissances économiques - le cas échéant via l'ONU ou la CSCE - de prendre en main leurs responsabilités stratégiques, comme le démontre déjà du reste la scène yougoslave.
- Sous quelque président que ce soit, les Etats-Unis continueront de se considérer comme les détenteurs privilégiés, sinon exclusifs, des valeurs démocratiques; leur messianisme moral ne connaît pas de frontières partisans. A cet égard, la disparition de l'URSS les dispensera à l'avenir de soutenir des dictateurs comme hier Marcos pour la seule raison qu'ils étaient anti-communistes ou des pays comme la Chine, parce qu'elle était opposée à Moscou.
- Cela étant, les Etats-Unis sont le seul pays à conserver les moyens militaires, logistiques et technologiques de faire face efficacement à une menace inattendue de première grandeur telle par exemple que l'utilisation de l'arme nucléaire par tel ou tel pays.

Les relations avec la Suisse:

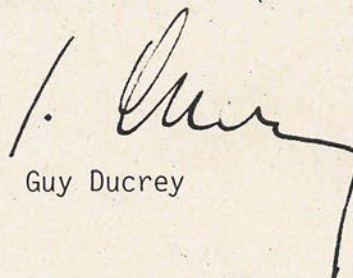
Les hommes politiques américains que l'on rencontre s'intéressent aujourd'hui à la Suisse moins dans ce qu'elle a de singulier que dans son insertion au sein d'une Europe intégrée: quelle est notre position face aux structures européennes de sécurité, qu'allons-nous faire de notre neutralité, que faisons-nous pour renforcer les acquis de la démocratie en Europe centrale et orientale? Voilà les questions qui peuvent nous être posées.

Aux Etats-Unis, un changement de présidence comporte un handicap institutionnel important c'est-à-dire le vide d'une transition qui s'étend sur onze semaines (du 4 novembre au 20 janvier, date où le nouveau président s'installe à la Maison Blanche). En attendant, l'équipe sortante gère les affaires courantes pendant que les nouveaux venus apprennent à connaître leurs dossiers.

Quant à M. Clinton, il devra dès le printemps présenter un programme de gouvernement ou au moins préciser ses intentions car s'il est élu, cela aura été moins parce qu'il a convaincu que parce que son adversaire a déçu.

> Quid Brief Gore gegen Schweiz. Exportkontrolle & publiziert (N.Y. Times) Anhorl von Brunner ?

LE CHEF
DU SECRETARIAT POLITIQUE


Guy Ducrey

Copie:

- KE, NF, SIN, GRN
- OFAEE: **Monsieur le Secrétaire d'Etat Franz Blankart**
Monsieur l'Ambassadeur Pierre-Louis Girard
- DMF: Monsieur le Divisionnaire Peter Regli